



## **GPSO – Réaction de la Région Nouvelle-Aquitaine : Quand la machine à intoxiquer déraile...**

*« En politique comme ailleurs, il est des sujets complexes, de long terme, qui demandent une approche construite, transversale, ainsi que de mobiliser l'ensemble des acteurs, de respecter un calendrier précis et des étapes décisives, afin d'avancer ensemble, au bénéfice de l'ensemble des citoyennes et citoyens. Bref, **loin des invectives, des raccourcis faciles et des fake news, de telles actions publiques requièrent travail, sérieux et compétence.** Le Grand Projet Sud-Ouest (GPSO) fait partie de ces sujets.*

*C'est pourquoi, **je regrette profondément les déclarations sans fondement selon lesquelles le GPSO n'aurait pas obtenu les financements européens attendus, dans le cadre de l'appel à projets sur le Mécanisme pour l'Interconnexion de l'Europe.***

*Pour rappel, **le projet de LGV ne s'oppose d'aucune façon aux travaux de régénération des lignes "classiques" et encore moins au RER métropolitain, pour lequel une seconde ligne est indispensable. Cette seconde ligne est par ailleurs tout aussi indispensable au report modal (voyageurs, marchandises), lui-même hautement souhaitable dans un contexte de transition énergétique et écologique.***

*Rappelons que le Conseil d'État, dans son rôle de juge administratif, a été saisi contre le plan de financement par quelques élus qui s'opposent, entre autres, au TGV, quand bien même ils en reconnaissent l'utilité pour militer contre la suppression des lignes aériennes entre Bordeaux et Orly – ou qu'ils l'utilisent au quotidien.*

*De son côté, **la Commission européenne a confirmé l'inscription de la ligne Atlantique dans le réseau central structurant du Réseau transeuropéen de transport.** Elle a fixé des objectifs très ambitieux de développement du nombre de voyageurs et du fret : **le GPSO permet de développer les deux volets, notamment le fret ferroviaire et les autoroutes ferroviaires.***

***Aussi l'Union européenne (UE) fait le choix de financer les projets qui sont en phases très opérationnelles, et pour lesquels les crédits européens sont déterminants pour pouvoir être poursuivis. Le contexte budgétaire a d'ailleurs conduit la Commission à ne retenir que les projets avancés en phase "Travaux".** Aujourd'hui, seul le projet AFSB pour le financement des études environnementales et des travaux préparatoires n'a pas été retenu pour cette année, malgré la note élevée (19,5/25).*

*Nous prenons acte de la décision de l'UE. Dans de tels projets d'envergure, **il faut respecter chaque étape.** Dans cet esprit collectif, l'ensemble des collectivités partie prenantes du projet continuent d'avancer pas à pas, à commencer par l'installation du conseil de surveillance dès lundi à Toulouse, et la poursuite de la phase d'études et d'acquisitions foncières.*

*Toutefois, on ne peut douter de l'engagement de l'UE pour l'avancement décisif du GPSO, qui prévoit la ligne à grande vitesse entre Bordeaux, Toulouse et Dax – soit l'un des derniers chaînons manquants - afin de créer un corridor de transports européens sur la façade atlantique, mais aussi vers tout le sud de la France ».*

Alain Rousset, président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.